

## "Pourquoi le général de Gaulle a-t-il claqué la porte" dans The Guardian (18 janvier 1963)

**Légende:** Le 18 janvier 1963, le quotidien britannique The Guardian perçoit le veto du général de Gaulle à l'adhésion britannique aux Communautés européennes comme un signe de la crainte d'une augmentation de l'influence des États-Unis en Europe compte tenu des relations privilégiées entre le Royaume-Uni et les USA.

**Source:** The Guardian. Dir. of publ. HETHERINGTON, H.A. 18.01.1963, n° 36 247. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Why Gen. De Gaulle slammed the door", auteur:Gillie, Darsie , p. 9.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/pourquoi\\_le\\_general\\_de\\_gaulle\\_a\\_t\\_il\\_claque\\_la\\_porte\\_dans\\_the\\_guardian\\_18\\_janvier\\_1963-fr-ae75c12-868a-466d-867d-137ac86d62b9.html](http://www.cvce.eu/obj/pourquoi_le_general_de_gaulle_a_t_il_claque_la_porte_dans_the_guardian_18_janvier_1963-fr-ae75c12-868a-466d-867d-137ac86d62b9.html)

**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016



## Pourquoi le général de Gaulle a-t-il claqué la porte

### La menace de la Grande-Bretagne à l'égalité entre l'Europe et l'Amérique

*De Darsie Gillie*

Paris, le 17 janvier

La raison précise pour laquelle le président de Gaulle a choisi de claquer la porte à la Grande-Bretagne lundi dernier préoccupe les commentateurs français depuis lors. Les conséquences se sont amplifiées, et non atténuées.

Au-delà de son objectif immédiat de maintenir la Grande-Bretagne en dehors de la Communauté économique européenne, le Président a dû constater qu'il risquait de défaire très sérieusement les liens de cette organisation et de mettre en péril la réalisation de la structure économique par le biais d'une structure politique, comme ce fut son but au cours deux dernières années.

Des suppositions insensées ont été brillamment soutenues pour expliquer l'action du Président, l'une allant jusqu'à suggérer qu'il préparait la voie pour un renversement des alliances, en échangeant l'Amérique contre l'Union soviétique, alors que d'autres explications laissaient supposer le piètre jugement de l'homme. En fait, quel que soit le rôle que peuvent jouer les vieilles rancunes ou la mégalomanie, elles ne constituent ni toute l'histoire ni l'essentiel de celle-ci.

#### *Préjudice temporaire*

Les meilleurs indices présumant les buts et intentions du Président se trouvent dans les termes de sa propre déclaration. Son objectif fondamental, par la suite mis à jour, est celui qu'il partage avec deux des ses farouches détracteurs – M. Monnet et le rédacteur en chef du Monde - ce que ce dernier appelle «l'Atlantisme bipolaire», à savoir l'organisation d'une Europe suffisamment unie pour jouer un rôle à égalité avec les États-Unis d'Amérique au sein de l'Alliance Atlantique.

C'est parce qu'il imagine que la présence de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne la transformerait en instrument du leadership américain plutôt qu'en partenariat basé sur l'égalité, que le Président a considéré le risque d'un préjudice temporaire porté à la Communauté moins dangereux qu'il semble supposer sa distorsion dès le début.

Il croit certainement que la Grande-Bretagne, au cours de l'année dernière, a subi une défaite politique accablante, résultat de son incapacité à assurer une indépendance suffisante de sa politique de défense et il a interprété l'accord des Bahamas comme une capitulation britannique.

«Pour un grand peuple, disposer librement de lui-même et des moyens de lutter pour défendre ce droit, est une nécessité absolue», explique-t-il dans sa conférence de presse, «puisque les alliances ne peuvent pas uniquement reposer sur les sentiments qui en sont à la base. Si de votre propre volonté ou à un moment donné vous perdez votre caractère, vous risquez de ne jamais le retrouver».

Ces termes, proches du début du passage énonçant le rejet de l'offre des Bahamas, sont aussi à la base du précédent passage dans lequel le Président a expliqué son refus de la candidature britannique. En pratique, ils énoncent sa conviction que quels que soient les propos de la Grande-Bretagne sur l'adhésion sans réserve à la Communauté, elle continuera instinctivement à faire le jeu des Américains.

Si cette interprétation est correcte, alors, selon le point de vue du Président, la France court le grand danger d'être liée à une Communauté européenne dès lors déficiente. Ce qui est difficilement compréhensible est que le Président semble parler comme si la Grande-Bretagne pouvait trouver malgré tout, dans un délai relativement court, le droit chemin, et qu'il semble supposer que son traitement extrêmement dur de la Communauté européenne est compatible avec le renforcement de cette dernière selon les objectifs qu'il a

annoncés dans son message de nouvel an – notamment doter l'Europe d'un poids égal à celui des États-Unis d'Amérique, la rendre assez forte pour accueillir une Grande-Bretagne réformée et être capable de défendre ses intérêts au moment de négocier la fin de la Guerre froide.

### *Armée romantique*

C'est ici que le réalisme dont le Président déclare avoir empreint son exposé de lundi, et qui constituerait la raison pour laquelle il a choqué le monde, ne semblent pas tenir la route, même pour le commentateur le moins critique. C'est peut-être le romantisme de son entraînement militaire qui l'incite à maintenir unis les hommes, non totalement convaincus de l'exactitude de son analyse, en dépit de son passé prévoyant, afin de lutter dans une bataille diplomatique particulièrement difficile?

L'utilisation de la dualité de la structure française par le Président – c'est-à-dire sa propre fonction et celle du gouvernement – a encore été habilement utilisée pour lui permettre d'attendre le moment propice pour faire cette déclaration. En théorie, le gouvernement français gouverne comme tout autre gouvernement, et personne n'a le droit de le contourner pour atteindre le Président. Ainsi, le gouvernement peut être utilisé comme l'était le gouvernement de M. Debré à l'égard de l'Algérie, pour continuer les déclarations politiques de routine jusqu'à ce que le Président décide de démasquer son plan.

Jusqu'à la semaine dernière, le gouvernement maintenait toujours la thèse improbable que le problème à Bruxelles était purement technique, voire agricole. A présent, le problème est toujours le Traité de Rome, mais celui-ci est devenu le test de la sincérité britannique.

Si la Grande-Bretagne encaisse le tout sans clauses transitoires, alors ce changement du fond politique auquel le Président aspire n'a pas eu lieu.